



Rapport d'activité 2008-2012

Notre résolution générale d'orientation 2008-2012 présentée aux votes à Blois en 2008 s'intitulait :

« Mieux anticiper et agir localement en Centre Val de Loire. »

Le temps est venu de reprendre ses grandes lignes pour tirer un bilan sans concession de notre activité dans cette période très tumultueuse où la majorité des sociétés ont été frappées par la crise économique que nous connaissons toujours actuellement et qui aura provoqué bon nombre de plans sociaux concernant les entreprises de notre champ fédéral implantées dans notre région.

Notre résolution s'articulait autour de trois axes :

1) Les secteurs professionnels en mutation permanente.

Sans présager de la crise économique, nous savions que la mondialisation des marchés allait amener des restructurations importantes dans les entreprises qui auraient des conséquences fâcheuses pour les salariés.

Nous avons donc souligné l'importance de créer des liens très forts entre les Sections Syndicales et notre syndicat pour les assister au mieux dans leurs combats dans les plans sociaux qu'ils avaient à négocier.

Nous avons également noté qu'il nous faudrait des relations et une coordination importante avec notre fédération pour les entreprises multi-établissements dont le siège n'est pas forcément dans notre région ; mais aussi avec les structures interprofessionnelles de la CFDT pour les restructurations touchant plusieurs champs fédéraux sur notre territoire.

2) Développer une politique d'anticipation.

A partir des analyses sectorielles réalisées par notre fédération et des expertises réalisées dans les entreprises de notre secteur, nous pensions pouvoir informer nos équipes syndicales et les préparer à affronter les évolutions de leur entreprise.

L'idée était de développer le dialogue social en interne avant l'arrivée des restructurations et de préparer les équipes syndicales à construire et proposer aux directions des projets alternatifs concernant les évolutions des métiers (GPEC, formation professionnelle continue, VAE...).

Ce programme demandait un gros engagement du syndicat et des Sections Syndicales dans un plan de formation conséquent.

3) Des pratiques syndicales rénovées et renforcées.

Ce chapitre important concernait essentiellement la structuration de notre syndicat et conditionnait toutes les actions envisagées ci-dessus.

Nous voulions optimiser le fonctionnement de l'exécutif du syndicat en obtenant une meilleure participation de l'ensemble des membres du Conseil Syndical.

Pour cela, il fallait formaliser les missions de tous les membres du conseil en regard du temps dont chacun d'entre eux disposait pour le fonctionnement de notre syndicat.

La mise en place d'un Comité d'Action et de Développement (CAD) était prévu pour nous développer dans les entreprises où nous sommes et nous implanter dans de nouvelles.

Ce CAD était constitué, en plus des membres de l'exécutif, des animateurs de branche et des animateurs des secteurs locaux.

Nous prévoyions d'améliorer notre offre de formation syndicale et d'en faire une force de développement de nos sections, en favorisant leur prise de responsabilités dans l'exercice de leurs fonctions syndicales.

Notre objectif était d'aller former les Sections Syndicales le plus souvent sur le terrain avec des formations adaptées aux besoins immédiats des sections syndicales(micro-modules).

Nous avons pour cela la nécessité de former de nouveaux militants à la formation d'animateur pour renforcer notre groupe « formation ».

Toujours dans le souci d'être au plus près des sections syndicales, nous avons décidé de continuer les enquêtes Travail En Question (TEQ) qui sont un outil indispensable pour aider les équipes syndicales à construire un projet revendicatif dans leur entreprise en associant les salariés à la réflexion des adhérents.

Pour assurer le fonctionnement financier de notre syndicat, sur la base de ces orientations, nous souhaitons conclure un contrat d'aide à notre syndicat par la Fédération Chimie Énergie (FCE).

Qu'en est-il après ces quatre ans d'exercice ?

Le moins que l'on puisse dire est que la période a été tourmentée !

Sur le plan économique, la crise a provoqué des secousses dans toutes nos branches et le Syndicat a du faire le maximum pour être sur tous les fronts.

Présent, certes, mais souvent de manière désordonnée et sans doute non satisfaisante.

La ligne des objectifs a été suivie, grossièrement, certes, mais des priorités étaient à choisir et tous les axes prévus n'ont pas été développés.

La faute à la crise économique, certes, mais aussi et surtout à la vie interne de notre syndicat qui aura été très (trop) mouvementée pendant la période.

Nous nous sommes rapidement rendu compte que la situation économique de notre syndicat n'était pas viable. Notre budget étant presque totalement dédié au salaire de notre secrétaire.

Pour y arriver, il aurait fallu que notre nombre d'adhérents se développe de façon exponentielle, ce qui ne fut malheureusement pas le cas.

Cette embolie de notre trésorerie rejaillissait forcément sur notre plan d'action en limitant le nombre et la qualité de ce que nous pouvions entreprendre aux côtés des sections syndicales.

Très rapidement des tiraillements sont apparus entre notre syndicat et l'Union Régionale Interpro (URI). La nécessité de travailler ensemble s'est rapidement perdue, de même que les besoins de liens dont nous avons besoin avec les UD, compte tenu de notre structure régionale.

Notre isolement est allé grandissant.

Des problèmes familiaux et de santé sont venus ensuite perturber l'action de notre Secrétaire Général et donc du syndicat puisqu'il faut bien l'avouer, l'apport des conseillers et de l'exécutif n'a pas été suffisant tout au long de la mandature.

Quelles en sont les raisons ?

La crise économique (encore elle) qui a maintenu dans leur entreprise quelques conseillers qui auraient pu faire plus pour le syndicat en temps normal. Mais aussi l'absence importante de conseillers de notre branche IEG, qui eux disposent de temps syndical dédié au fonctionnement des structures mais qui ne se sont jamais sentis en phase avec le syndicat. Le syndicat n'ayant jamais réussi non plus à leur montrer l'intérêt de fonctionner ensemble dans la structure en enterrant une bonne fois pour toutes les vieilles querelles nées au temps de la fusion FUC/FGE.

Notre Secrétaire Général, Pedro Vaca, aura su analyser ces faits, se pencher sur sa volonté de faire évoluer sa situation personnelle en cherchant une voie extérieure : revenir à son métier premier en créant sa propre entreprise.

Notre syndicat, avec l'arrivée à sa tête de Bruno Carraro, avec l'aide de la Fédération, avec le travail des conseillers, aura réussi à rendre possible la solution préconisée par Pedro.

Nous pouvons être fiers du travail accompli pour faire en sorte qu'un militant puisse avoir une évolution de carrière à la hauteur de ce qu'il a pu donner à la CFDT. Et nous savons tous combien Pedro a donné tout au long de son parcours militant.

Ce bilan doit être l'occasion de féliciter Pedro pour le chemin accompli.

Maintenant, depuis une petite année, Bruno est arrivé. Le syndicat n'ayant plus la charge de son salaire, les finances vont s'améliorer et déjà, des actions autrefois impossibles sont mises en place.

Le conseil s'est modifié, certains ont quitté le bateau, des nouveaux et nouvelles sont arrivés. Un nouvel équilibre se crée entre les membres du Conseil, quelle que soient leur branches professionnelles d'appartenance. Tout le monde travaille ensemble et les bouchées doubles sont mises pour avancer sur le plan d'action que nous avons voté en 2008.

Nous avons toujours des « chaînons manquants » dans notre structure, comme un trésorier, des animateurs de branches et de secteurs locaux. Mais plus de militants prennent part à la vie du Syndicat et y travaillent.

Nous avons augmenté le nombre de nos animateurs de formation dans le conseil et pouvons maintenant présenter un plan de formation de notre syndicat assez complet pour satisfaire aux exigences de nos Sections Syndicales.

Nous avons entrepris une visite systématique de toutes les Sections Syndicales de notre territoire pour présenter le syndicat, être à leur écoute mais aussi leur demander en échange de participer plus sérieusement à l'action du syndicat.

Une assistance de tous les jours à nos sections syndicales est mise en place, un Chargé de Mission « Juridique » a été nommé, de gros moyens d'information sont mis en place.

Les liens avec la Section Syndicale de Retraités, l'URI et les UD se resserrent et la coopération s'améliore.

Toute cette émulation au sein du syndicat commence à porter ses fruits, et nos fruits à nous, ce sont nos adhérents dont nous voyons enfin le nombre commencer à évoluer à la hausse.

En conclusion

Notre bilan est loin d'être exceptionnel. Mais nous avons su faire face et éviter les catastrophes.

Nous avons certainement devant nous un avenir meilleur avec un syndicat ambitieux tel que vous pourrez le constater dans les résolutions pour la prochaine mandature.

Validé en Conseil de Syndicat
le 10 septembre 2012